

➤ En analysant les documents, en les confrontant et en vous appuyant sur vos connaissances, expliquez les dilemmes de la puissance américaine dans les relations internationales : d'une part entre *hard power* et *soft power*, d'autre part entre **unilatéralisme** et **multilatéralisme**.

On part des documents et des termes du sujet.

On pose la problématique.

On annonce le plan.

Introduction : Les États-Unis sont depuis 1945 la principale puissance du monde. Les deux documents illustrent les deux versants de cette puissance. Le premier est représentatif du *soft power*, c'est-à-dire d'un usage indirect de la puissance, visant à persuader ou influencer plutôt qu'à contraindre. En 2016, le président des États-Unis était Barack Obama qui soutenait l'accord de Paris sur le climat. Leonardo di Caprio mettait sa célébrité au service de cette cause planétaire, à la tribune de l'ONU, institution **multilatérale** par excellence. La situation est tout autre en 2025. Donald Trump vient d'être réélu (« président élu », l. 1), il envisage le recours à la force pour annexer le Groenland, qui est un territoire danois, donc européen. C'est l'exemple même du *hard power*, ou puissance directe, économique ou militaire, exercée de manière **unilatérale** (l. 12 et 25). **A quelques années d'intervalle, les États-Unis donnent donc deux versions diamétralement opposées de l'exercice de leur puissance. Comment comprendre ce dilemme de la politique étrangère américaine? Comment surtout en tenir compte quant « aux équilibres fragiles qui sous-tendent la diplomatie mondiale »? (l. 20-21) Autrement dit quelle peut-être la cohérence de la politique étrangère américaine entre « le respect pour l'opinion de l'humanité », dont parlait la *Déclaration d'indépendance*, et l'arbitraire d'une puissance hégémonique?** Nous verrons d'abord que le déploiement de la puissance américaine à l'échelle mondiale a conduit, sous l'impulsion des États-Unis eux-mêmes, à **la mise en place d'institutions multilatérales et d'alliances (partie 1)**. On expliquera ensuite comment la puissance américaine – comme toutes les autres – connaît **la tentation de l'unilatéralisme**, au risque de défaire ce qu'elle avait construit (**partie 2**).

I. Une politique mondiale fondée sur un système multilatéral...

Le § commence par une phrase-titre et mobilise les connaissances tirées du cours pour expliquer les documents.

Remarques critiques.

- L'ONU (doc ❶) est née en 1945 à la conférence de San Francisco et elle a son siège à New York. Elle a succédé à la première organisation internationale qu'était la SDN voulue par le président Wilson à l'issue de la Première guerre mondiale. On sait que, comme Wilson, Harry Truman voyait dans l'ONU le moyen d'étendre l'influence diplomatique des États-Unis par une politique résolument internationaliste, multilatérale. Cette politique étrangère a été celle de tous les présidents démocrates et la plupart des administrations républicaines s'y sont tenues. New York est depuis 1945 le chef-lieu de la diplomatie mondiale, avec un objectif de sécurité collective. L'ONU est bien le cœur du « système multilatéral » (doc ❷, l. 26), où des Américains peuvent parler en « ambassadeurs de la paix » (doc ❶), on pourrait même dire de la *pax americana*.
- La diplomatie américaine a surmonté les tendances isolationnistes en nouant des alliances permanentes dont l'OTAN est le meilleur exemple. L'Alliance atlantique, dont l'Organisation du traité de l'Atlantique nord est le bras militaire, remonte à la Guerre froide et, là encore, au président démocrate Harry Truman. Conclu en 1949, c'est « un pacte collectif de défense » (doc ❷, l. 10) entre les États-Unis, le Canada et la plupart des États d'Europe occidentale. **Cette alliance a tenu dans la longue durée, puisqu'elle est toujours là au XXI^e siècle**. Cependant, le document ❷ montre qu'elle est en crise, ce qui est d'autant plus inquiétant (❷, l. 13-14) qu'elle est mise à l'épreuve, depuis 2022, par le conflit russo-ukrainien.
- La notion de *soft power* remonte au début des années 2000, lorsque le politiste Joseph Nye, opposé à la politique d'unilatéralisme de George W. Bush – c'est l'époque où ce dernier prépare l'invasion de l'Irak – insiste sur les aspects indirects de la puissance. Nye voulait montrer que le recours à la force n'est pas la manière la plus intelligente d'exercer la puissance, ni la plus efficace. En l'occurrence, les États-Unis fascinent et séduisent par leur modèle, leur culture, que ce soit les universités (le MIT) ou le cinéma hollywoodien, dont Leonardo di Caprio, l'acteur inoubliable de

On s'appuie régulièrement sur les documents.

Titanic, est une des stars. De même, la mondialisation (doc ②, l. 20), dans la mesure où elle a parfois été vue de manière très idéalisée comme un marché mondial apaisé, unifié par les réseaux sociaux – la notion de « village global » – a aussi été une manifestation de la puissance américaine, au point de rencontre entre le *hard* et le *soft power*. Le document ① nous rappelle cette dimension de la puissance américaine dont l'actuel président, c'est le moins qu'on puisse dire, incarne l'antithèse.

Une transition simple (une phrase). *Transition* : En effet, avec le second mandat de Donald Trump, les États-Unis reviennent à l'unilatéralisme.

II. ... mais la tentation de l'unilatéralisme est toujours présente.

Réinvestir les notions de géopolitique et science politique
Réinvestir des connaissances en relation avec le sujet.

- a) Le document ② illustre **l'hégémonie** des États-Unis qui menacent de s'en prendre à l'un de leurs alliés de l'OTAN. Trump convoite le Groenland pour ses ressources économiques, avant tout minières (doc ②, l. 5), peut-être aussi parce qu'il redoute que la Russie ou la Chine s'y installent. Toujours est-il que les Européens semblent découvrir que l'OTAN ne correspond pas à une alliance entre égaux. Comme les cités grecques alliées d'Athènes au temps de la Guerre du Péloponnèse – par exemple **Mélos**, dont parle **Thucydide** –, ils constatent leur propre faiblesse et leur vulnérabilité. L'OTAN n'est pas une alliance entre partenaires égaux.
- b) Cette situation nous rappelle que **l'impérialisme** américain est ancien. Vu de Washington, les Amériques et les Caraïbes constituent **l'hémisphère occidental**, autrement dit la zone d'influence exclusive que les États-Unis se sont attribuée depuis **la doctrine Monroe de 1823**. Le Panama en est un exemple (②, l. 4 et 16), avec son canal, interocéanique d'une grande importance stratégique, dont le document ② nous rappelle qu'il a été achevé par les États-Unis. Nous savons aussi que les États-Unis n'hésitent pas à intervenir en Amérique latine comme en 1973 au Chili, en soutenant le coup d'État de Pinochet contre le président Allende, démocratiquement élu. Ils sont intervenus au Venezuela le 3 janvier 2026 pour capturer le président Maduro, dont la légitimité était contestable, mais l'intervention américaine était elle-même tout à fait unilatérale et contraire au droit international. **L'impérialisme américain n'est donc pas seulement une nostalgie (②, l. 17)**. Les revendications sur le Groenland sont d'autant plus préoccupantes que, **pour Washington, le territoire danois de l'Arctique appartient lui aussi à l'hémisphère occidental**, où la « sécurité nationale » (②, l. 18-19) justifie tout, y compris le recours à la force (②, l. 5-7 et 12)..

On peut ici réinvestir cet exemple vu dans le thème de la démocratie.
Remarques critiques.

- c) **S'agit-il d'un anachronisme (②, l. 19)? Ou plutôt de la permanence du *hard power*?** Toute grande puissance est tentée par l'utilisation de la force pour réaliser ses objectifs de puissance. Dans un premier temps, au Venezuela ou en Iran en juin 2025, la chance a souri à la politique étrangère de Trump. Celle-ci rencontre actuellement des limites. **En 2026, la nouvelle guerre israélo-américaine contre l'Iran** met en difficulté le président américain, qui pensait que la victoire serait encore une fois foudroyante. Son électorat nationaliste (②, l. 19) aspirait à la paix et risque de lui manquer si, comme on peut le redouter, une crise économique est la conséquence de la politique guerrière de Donald Trump. Finalement, le **souverainisme** sans concession de ce dernier l'amène à négliger la diplomatie et les « interdépendances » (②, l. 20) de l'économie mondiale. La méthode du multilatéralisme (doc ①) s'est avérée plus prudente et plus efficace.

On peut se servir de l'actualité si c'est en rapport avec le sujet.

La conclusion répond à la problématique.
On met en perspective (facultatif).

Conclusion : Ces deux documents illustrent donc bien les revirements de la politique américaine à quelques années d'intervalle. Cette incertitude sur l'orientation de la politique des États-Unis risque de réduire leur influence dans un monde de plus en plus nettement multipolaire. Ainsi, c'est semble-t-il la Chine qui a persuadé l'Iran d'accepter le cessez-le-feu et de réouvrir le détroit d'Ormuz le 7 avril 2026.